ECOLE MALIENNE SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET MALISIG

THÈME

ECOLE MALIENNE SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET MALISIG

PARTIE PRENANTE SECTEUR PRIVÉ

par
ISOC MALI

DÉCEMBRE 2023

63 46 67 38
www.malisig.ml
info@isoc.ml
ACI 2000
@mali_sig

NOTE CONCEPTUELLE

L'École Malienne sur la Gouvernance de l'Internet ou Malian School on Internet Governance (MaliSIG) est une initiative du Chapitre Malien de l'Internet Society à l'instar des autres sur le continent (https://malisig.ml).

Cette école vise comme objectif de créer un environnement favorable à l'apprentissage des connaissances qui permettraient une meilleure utilisation de l'Internet en tant que moteur du développement et de la croissance économique.

Elle contribue à mieux appréhender les enjeux et accroître la diversité, l'étendue, la qualité et l'efficacité de la participation des acteurs maliens au processus de la Gouvernance de l'Internet d'abord au Mali, en Afrique et dans le monde. Elle contribuera à créer un espace qui favorise l'apprentissage et le dialogue multipartite.

Il est à rappeler que depuis 2018, ISOC MALI s'est inscrit dans la dynamique de former une masse critique de jeunes maliens sur les concepts de la Gouvernance de l'Internet. Avec plus de 200 stagiaires formés entre 2018 et 2019, le chapitre lance en 2020 la première édition de son École sur la Gouvernance de l'Internet (MaliSIG) sous l'impulsion du Dr. Hamadoun Touré, Ministre en charge des TIC à l'époque avec une quarantaine (40) de participants et qui fut un vrai succès au Mali et sur le continent.

Fort de cette première expérience en 2020, ISOC Mali réalisa avec brio la deuxième et la troisième édition avec une cinquantaine de participants chacune et beaucoup d'innovations.

En cette année 2023, pour sa quatrième édition, MaliSIG s'est déroulée sous forme de Masterclass enrichissantes en tant qu'activité intégrée du Salon International du Développement Accéléré du Numérique (SIDAN).

Ces Masterclass, au nombre de 10 ont été la phase finale d'un processus de formation car les participants avaient déjà suivi 45 jours de formation en ligne sur http://learning.internetsociety.org/. A la suite de cette formation, ceux qui ont pu achever le processus ont suivi deux jours d'atelier en présentiel et une semaine de travail en ligne pour réfléchir sur les travaux pratiques qui leur avaient été assignés.

Ils ont été répartis en trois groupes de partie prenante au vu des principes de la gouvernance de l'Internet à savoir le Gouvernement, le Secteur Privé et la Société Civile. Ce document, finalisé après les Masterclass a été présenté au public et soutenu par le groupe qui l'a produit lors de la cérémonie de clôture du SIDAN 2023.

Toutes les charges liées à ces formations ont été soutenues par le SIDAN à travers ces différents sponsors.

Reference (wiki) des écoles sur la gouvernance de l'Internet : https://www.igschools.net/sig/

ÉNONCÉ DES TRAVAUX PRATIQUES

De nos jours, les crises socio-politiques se déroulent de plus en plus sur le théâtre numérique, où Internet joue un rôle central en tant que plateforme d'expression, d'organisation et de mobilisation. Sur d'autres cieux, les plateformes digitales constituent des canaux de propagation de la fraude lors des examens. Dans ces contextes, la coupure d'Internet émerge comme un outil de plus en plus utilisé par les autorités pour contrôler, contenir ou réprimer des mouvements sociaux, politiques ou de contestation comme nous l'avons vu au Sénégal cette année. L'Algérie a régulièrement recours à la coupure ou à la restriction d'Internet lors des examens de Bac et autres.

Ces pratiques soulèvent des questionnements cruciaux qui transcendent les aspects techniques pour toucher les droits fondamentaux, l'accès à l'information et la stabilité sociopolitique.

Ces coupures et restrictions d'Internet face à ces troubles socio-politiques mettent en évidence les défis de la gouvernance de l'Internet. La nécessité de concilier la sécurité nationale avec le respect des droits de l'homme et de maintenir l'accès à l'information tout en assurant la stabilité sociopolitique pose des dilemmes complexes. Les discussions sur la gouvernance de l'Internet doivent prendre en compte ces enjeux pour élaborer des politiques qui préservent les valeurs démocratiques tout en répondant aux préoccupations légitimes de sécurité.

Tâches :

En tant que partie prenante de la Gouvernance de l'Internet et selon votre appartenance un groupe ou bien un autre, prenez position par rapport aux questions suivantes et argumentez les.

1- Quelle est la légalité et la légitimité de ces coupures d'Internet au vu des principes de Gouvernance de l'Internet ?
2- Quels sont les enjeux lieux à ces coupures d'Internet ?
3- Quelles sont les conséquences qui découlent de ces coupures d'Internet ?
4- Comment pouvons nous nous mettre à l'abris de ces coupures ?
5- Devrions nous entreprendre des actions et des initiatives face à ces actes ? Si oui lesquels, si non pourquoi ?

Livrables :

Vous devez produire un document détaillé et argumenté de vos éléments de réponses et une présentation Powerpoint.

PARTIE PRENANTE : SECTEUR PRIVÉ

I. Introduction :

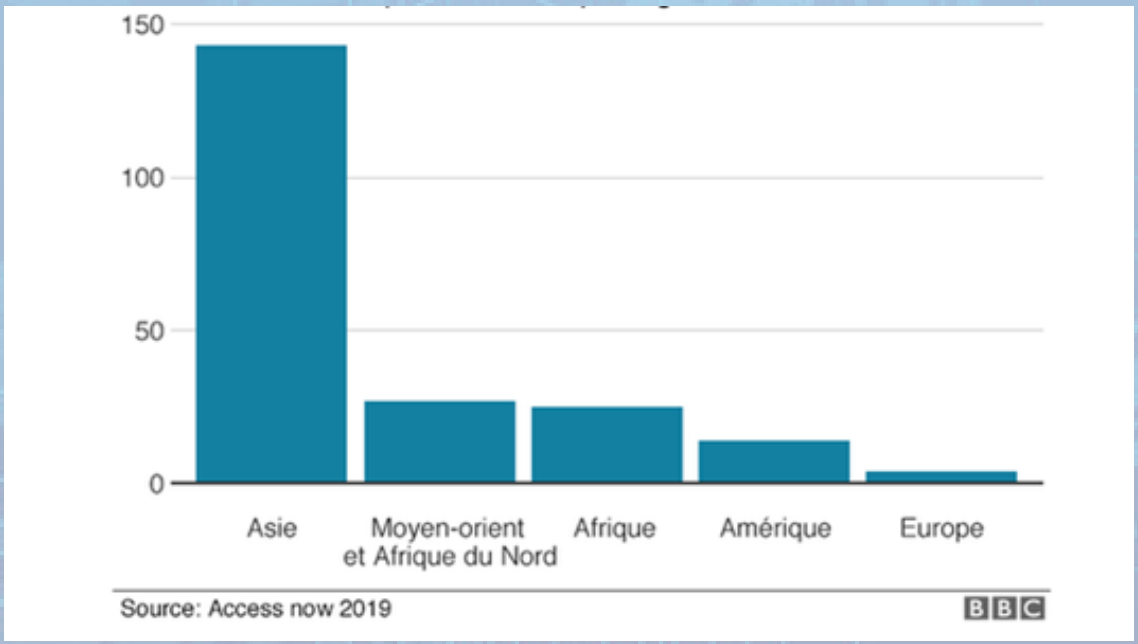
Le secteur privé dans le contexte de la gouvernance de l'Internet se réfère aux entreprises et organisations non gouvernementales à but lucratif opérant dans le domaine de l'Internet. Son rôle est significatif, notamment dans des aspects techniques, commerciaux et de développement.

Les entreprises privées jouent un rôle central dans le développement des technologies et de l'Internet, stimulant l'innovation et la compétitivité.

Cette position stratégique expose les entreprises à des difficultés complexes dues aux coupures de l'Internet ; alimentant des débats ardus sur la légalité, les enjeux critiques et les conséquences économiques et sociales de telles interruptions. Cette situation suscite des interrogations de la part du secteur privé quant à la légalité et la légitimité des coupures d'Internet car les enjeux qui y sont liés sont colossaux et critiques.

II. LEGALITE ET LEGITIMITE :

Le Mali ne dispose pas actuellement de lois spécifiques concernant des coupures d'Internet, nous nous appuyons sur le cadre légal général qui défend les droits constitutionnels. En tant qu'acteurs du Secteur privé, les coupures délibérées d'Internet ne se justifient pas à nos yeux.



Taux de coupure d'internet au monde

Du point de vue des principes de gouvernance de l'Internet, tels que définis dans la Charte de la gouvernance de l'Internet qui met l'accent sur l'ouverture, la transparence, la participation et la responsabilité, les coupures d'Internet peuvent être considérées comme allant à l'encontre de ces principes.

Les coupures d'Internet sont considérées comme contraires aux principes du droit international des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne la liberté d'expression. Les Nations Unies ont affirmé que l'accès à Internet est un droit fondamental, et toute restriction doit être en conformité avec ces droits.

En tant qu'acteurs du secteur privé, nous insistons sur la nécessité de respecter les principes constitutionnels tout en reconnaissant les impératifs de sécurité nationale. Plaider pour des mesures légales, proportionnées et transparentes devient crucial pour maintenir un environnement favorable.

III.LES ENJEUX

Face aux enjeux critiques liés aux coupures d'Internet soulignant les défis significatifs comme la perte de productivité due à l'interruption des communications et des opérations en ligne, nous plaidons pour des mesures respectueuses de ces droits afin de maintenir un environnement propice aux échanges d'idées et à l'innovation. Les problèmes auxquels le secteur privé est confronté lors des coupures sont entre autres :

- **Perturbation des activités économiques** :

Les coupures d'Internet entravent les opérations commerciales, créant des obstacles significatifs pour les entreprises. Cela peut également affecter la confiance des clients, entraînant des pertes financières, des dommages indirects et des atteintes à la réputation des entreprises. De plus, la dépendance croissante des entreprises vis-à-vis des services cloud et de la connectivité en ligne expose davantage à ces risques.

En tant que moteur de l'économie, le secteur privé met en avant l'impact négatif des coupures d'Internet sur la croissance économique et plaide pour des solutions qui préservent la continuité des activités commerciales.

- **La sécurité des données** peut également être compromise en cas de coupure, augmentant les préoccupations liées à la protection des informations sensibles.
- **Impact sur l'éducation :**

de nombreux systèmes éducatifs dépendent d'Internet pour fournir des ressources pédagogiques, des cours en ligne et des outils d'apprentissage. Les coupures d'Internet peuvent donc perturber l'accès à l'éducation et avoir un impact négatif sur le développement des compétences.

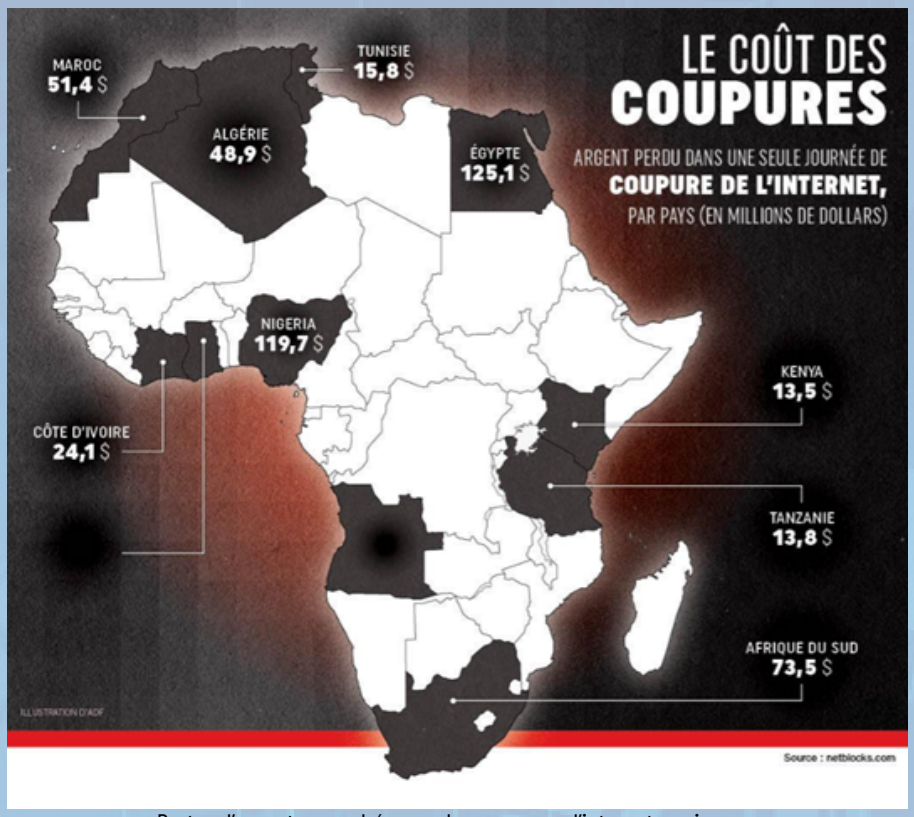
- **Répercussions sur la liberté de la presse :**

Les journalistes utilisent fréquemment Internet pour partager des informations et communiquer avec le public. Les coupures d'Internet peuvent limiter la liberté d'expression en restreignant la diffusion d'informations et en entravant le travail des journalistes.

IV. LES CONSEQUENCES

Du point de vue du secteur privé, les coupures d'Internet peuvent entraîner une cascade d'effets négatifs.

- **Économiquement,** cela se traduit par des pertes financières directes, des retards dans les opérations et une réduction de la compétitivité sur le marché mondial. La stabilité sociale est compromise, car les employés peuvent faire face à des difficultés de communication et de collaboration, entraînant frustration et mécontentement. Ces enjeux peuvent aller à l'encontre de la réputation des entreprises.



Pertes d'argent engendrées par les coupures d'internet par jour

V. LES SOLUTIONS :

Pour nous mettre à l'abri des coupures d'Internet, nous pouvons envisager diverses mesures, telles que :

- La diversification des fournisseurs d'accès Internet,
- L'utilisation de connexions réseau redondantes,
- La mise en place de solutions de sauvegarde locales,
- Le développement des points d'échange Internet.

VI. ACTIONS ET INNITIATIVES :

Entreprendre des actions est impératif. Tout d'abord, l'accès à Internet est devenu un pilier fondamental de nos vies, affectant tant les aspects économiques. Protéger cet accès est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des entreprises.

- Une planification solide et des stratégies de gestion de crise peuvent également être utiles.
- Un renforcement des organisations ou associations qui rassemblent tous les membres du secteur privé est nécessaire.
- Les partenariats public privé jouent un rôle central dans la résilience des infrastructures. En collaborant avec le gouvernement les entreprises peuvent mutualiser leurs ressources pour mettre en œuvre des solutions technologiques avancées, renforcer la cybersécurité et assurer une connectivité robuste. Ces alliances stratégiques favorisent une approche holistique, garantissant la convergence des intérêts privés et publics vers la préservation de l'accès à Internet.

En résumé, face aux conséquences potentiellement graves des coupures d'Internet, entreprendre des actions de prévention ou de remédiation est non seulement justifié mais aussi nécessaire pour garantir un avenir où la connectivité reste un moteur de progrès plutôt qu'une source d'instabilité.

VII. Conclusion :

Le secteur privé, en tant qu'architecte de l'innovation technologique, économique, ... défend une approche éclairée dans le débat sur les coupures d'Internet, mettant particulièrement l'accent sur la gouvernance inclusive de l'internet. Les conséquences dommageables sur la compétitivité, la productivité et la sécurité des données renforcent l'appel à des mesures stratégiques. Le secteur privé, en tant que fer de lance de la prospérité économique, s'engage à collaborer avec les pouvoirs publics, la société civile pour garantir un Internet stable. Pour soutenir l'innovation dans cette ère numérique, nous insistant sur la nécessité d'une gouvernance de l'internet transparente et équilibrée et multipartite.

Participer activement au Forum malien sur la Gouvernance de l'Internet offre une plateforme unique pour mettre en avant ces principes, avec une attention particulière sur le rôle vital du secteur privé.

Le secteur doit contribuer à des discussions sur l'éducation numérique, la protection des données, la lutte contre la désinformation, tout en soulignant la nécessité de son implication proactive dans ces initiatives.

Les Masterclass de la 4ème édition de l'Ecole Malienne sur la Gouvernance de l'Internet MaliSIG ont été réalisées avec le soutien exclusif de l'alliance Smart Africa lors du Salon International du développement accéléré du Numérique SIDAN 2023.